



**Discours de Maryam Radjavi à une réunion au Parlement européen –
Agir pour stopper les exécutions en Iran**

22 avril 2026

**Pour le régime, la vraie menace est la colère populaire et la résistance organisée, pas une
guerre étrangère**

Mesdames et Messieurs les eurodéputés,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je suis venue à la Maison de la démocratie européenne pour souligner le fait que la guerre principale et déterminante en Iran, est la guerre qui oppose le peuple iranien à la dictature religieuse.

Se libérer du fascisme religieux, de ses armes nucléaires et de ses groupes supplétifs, ainsi que la fin de la guerre, ne seront possibles qu'avec le renversement de ce régime par le peuple iranien et sa résistance organisée.

Les positions de la Résistance iranienne

Dans la situation critique actuelle où la paix et la sécurité dans la région et dans le monde sont liées à la situation en Iran, au nom de la Résistance iranienne, je déclare :

1. Le régime du guide suprême, avec le fils de Khamenei, reste incapable de la moindre réforme ou du moindre changement.

Malgré toutes les manœuvres, il persiste dans son programme d'armement nucléaire et ses groupes supplétifs, et sa survie repose sur la répression brutale du peuple.

2. Le régime, confronté à un soulèvement national en janvier dernier, est au bord de l'effondrement. Il n'a jamais été aussi fragile, faible et vulnérable. Pour lui, ce n'est pas une guerre étrangère, mais la colère de la société iranienne et sa résistance organisée qui représentent une menace pour son existence.

Les dirigeants du régime s'inquiètent des conséquences de la paix et de l'éruption d'un soulèvement populaire. Depuis la mort de Khamenei, ils maintiennent toutes leurs forces dans les rues pour réprimer une insurrection générale.

3. La résistance organisée s'est intensifiée ces derniers mois. Lors du soulèvement de janvier, les unités de résistance ont joué un rôle déterminant dans la propagation et l'orientation du mouvement. Pour défendre les manifestants non armés, elles ont combattu la répression brutale en lançant 630 attaques contre des centres des Gardiens de la révolution, de la milice du Bassidj et d'autres organes du régime.

Le 23 février 2026, quelques jours avant le début de la dernière guerre, les Moudjahidine du peuple, avec 250 combattants, ont attaqué le siège de Khamenei et d'autres centres majeurs du pouvoir, les sites les plus protégés du pays. Une centaine de combattants ont été tués, arrêtés.

Organisés en de nombreuses unités de l'Armée de la liberté, ils ont terrorisé le régime.

Comme l'a dit Massoud [Radjavi, le dirigeant de la Résistance iranienne], la confrontation et l'affrontement avec ce régime revient au peuple iranien, aux jeunes insurgés, aux villes insurgées et à l'Armée de liberté.

4. Le 28 février 2026, le Conseil national de la Résistance iranienne a annoncé la formation d'un gouvernement provisoire chargé de transférer la souveraineté au peuple iranien et d'instaurer une république démocratique sur la base du programme en dix points de cette résistance.

Ce gouvernement a pour mission, dans un maximum de six mois après le renversement du régime, d'organiser des élections libres pour mettre sur pied une Assemblée constituante. À l'issue de ces élections, tous les pouvoirs seront transférés aux représentants du peuple au sein de cette assemblée, qui seront chargés de nommer un nouveau gouvernement.

5. Face au fils de Khamenei, qui prétend qu'environ une trentaine de millions d'individus sont prêts à se sacrifier pour le régime, je déclare une fois de plus que s'il dit la vérité, il devrait accepter des élections libres pour une Assemblée constituante ou la présidence de la République sous la supervision des Nations Unies, fondées sur le principe de la souveraineté du peuple et non sur la souveraineté des mollahs !

6. Dès le premier jour du récent conflit, le Conseil national de la Résistance a mis l'accent sur le mot d'ordre de paix et de liberté. Dès son annonce, le CNRI a salué le cessez-le-feu. Nous avons également souligné qu'une paix durable ne pouvait être instaurée sans le renversement de la dictature religieuse par le peuple iranien et sa résistance organisée, et l'instauration d'une république démocratique.

Si l'Europe veut être efficace dans l'instauration de la paix et de la démocratie au Moyen-Orient, elle doit écarter toute sorte de complaisance avec le régime et se tenir aux côtés de la résistance organisée pour l'instauration d'une république démocratique en Iran.

7. Lundi 20 avril au matin, la tyrannie religieuse a pendu deux membres des Moudjahidine du peuple, le commandant Hamed Validi et Mohammad Massoum Shahi.

Avec ce crime, le nombre de Moudjahidine du peuple exécutés au cours des trois dernières semaines s'élève à huit.

Huit jeunes insurgés ont également été exécutés, dont l'un pendu hier, et un autre prisonnier du soulèvement est mort sous la torture.

Par ailleurs, lors d'attaques répétées de missiles et de drones sur les QG des partis kurdes iraniens, le régime a tué de nombreux Peshmergas.

Le 10 décembre dernier, devant ce même parlement, j'ai dénoncé les condamnations à mort injustes prononcées contre 18 personnes accusées d'être membres des Moudjahidine du peuple ; j'ai montré leurs photos et appelé à des mesures urgentes pour les sauver.

Les mollahs ont recours à des exécutions incessantes, profitant du contexte de guerre, pour entraver tout soulèvement. Aujourd'hui, des prisonniers politiques sont menacés d'exécution. Le silence des dirigeants de l'Union européenne et des gouvernements des Etats membres est injustifiable. Et aujourd'hui je veux à nouveau protester contre ce silence face aux exécutions. En ce moment, des jeunes accusés d'être en contact avec l'OMPI et de la soutenir, ont été arrêtés ces derniers jours et ces dernières semaines. Les noms de certains d'entre eux ont été annoncés et envoyés aux instances internationales.

Par ailleurs, sur ordre du chef du judiciaire du régime, les pressions et la torture exercées sur les prisonniers politiques se sont intensifiées et les simulacres de procès avec leurs sentences iniques se sont accélérés.

Onze d'entre eux sont actuellement dans le couloir de la mort. Il est urgent d'agir pour les sauver. Nous disons que l'arrêt des exécutions en Iran est une demande unanime du peuple iranien et doit figurer dans tout accord international.

8- L'un des leviers dont dispose le régime pour contrer le soulèvement et la résistance consiste à promouvoir une alternative factice, construite autour des vestiges de la dictature du chah.

Le régime clérical ne perçoit jamais ces vestiges comme une menace pour son existence, et ses théoriciens affirment même qu'ils contribuent à sa survie.

Malheureusement, certains milieux occidentaux, animés par des motivations et des intérêts divers, suivent le régime dans cette fabrique d'alternative.

Il s'agit d'un projet fondé sur la fabrication, le mensonge, la manipulation médiatique et virtuelle produisant des chiffres astronomiques.

Bien sûr, ces mascarades ne rétabliront pas la monarchie en Iran, mais elles prolongeront le règne du régime et entraveront son renversement.

Les actions des partisans du chah lors des soulèvements de 2022 et 2025/26 ont eu pour conséquence de diviser le peuple et de préparer le terrain au massacre de janvier dernier.

Le fils du chah est fier du bilan de son père, et son programme d'urgence vise à restaurer sa dictature fasciste. Mais le peuple iranien n'oubliera pas les crimes du régime du chah, notamment la torture et les exécutions de prisonniers politiques.

Avant-hier marquait l'anniversaire de l'exécution des membres du bureau central de l'OMPI par le régime du chah, le 19 avril 1972.

La solution réside dans la résistance du peuple iranien

Mesdames et Messieurs les eurodéputés,

Le régime clérical a mené l'Iran à un désastre et a assombri la paix et la sécurité de la région et du monde. La solution à ce régime n'est ni la complaisance ni une guerre étrangère. La solution, comme je l'ai répété à maintes reprises, est un soulèvement organisé avec une armée de la liberté.

Ceux qui ignorent le facteur du peuple et de sa résistance dans l'équation iranienne contribuent, sous quelque prétexte que ce soit, à la survie de la dictature religieuse.

On touche là au cœur de la politique de complaisance.

Chacun sait que la ligne rouge la plus importante que le régime a imposée aux gouvernements européens est le rapprochement avec le Conseil national de la Résistance.

Se plier aux exigences du régime n'est pas une erreur de jugement. C'est un choix aux conséquences politiques et morales.

Mais la résistance iranienne présente une alternative démocratique, une solution née de décennies de lutte enracinée dans le peuple iranien. Une lutte qui rejette à la fois les dictatures du passé et du présent.

Cette alternative aspire à une république démocratique, à la séparation de la religion et de l'État, à l'autonomie des minorités ethniques opprimées et à la participation active et égale des femmes à la direction de la société.

Elle s'appuie sur une force combattante et dévouée présente dans l'ensemble de l'Iran et qui a pris pour cible le Corps des gardiens de la révolution.

Forte d'une vaste structure organisationnelle et de soixante ans d'expérience de lutte, elle est capable d'organiser un soulèvement.

Elle possède un tel potentiel politique, social et culturel qu'elle peut créer une solidarité entre les forces politiques, les minorités ethniques et religieuses.

Elle garantit les droits des minorités opprimées baloutches, arabes, kurdes et turkmènes.

Elle est la voie vers l'élimination des discriminations entre sunnites, chiïtes et adeptes des autres religions.

Elle défend le principe de la liberté vestimentaire et, en particulier, le rôle actif et égal des femmes à la direction politique de la société ; elle mobilise la force des femmes pour faire progresser cet objectif.

Elle ouvre la voie à l'essor de la démocratie et du pluralisme.

Et après le renversement du régime, elle permettra une transition pacifique, ordonnée et démocratique du pouvoir au peuple iranien. Ainsi, l'expérience libyenne ou irakienne ne se reproduira jamais en Iran.

Mesdames et Messieurs les eurodéputés,

Chers amis,

Au nom de la Résistance iranienne, j'appelle l'Union européenne à adopter une nouvelle politique envers l'Iran, de manière à :

- Reconnaître le gouvernement provisoire annoncé par le Conseil national de la Résistance iranienne.
- Fermer les ambassades du régime et expulser de son territoire les agents du ministère du Renseignement et des Gardiens de la révolution.
- Fournir au peuple iranien les infrastructures techniques nécessaires à l'accès libre à Internet.
- Subordonner les relations avec le régime à l'arrêt des exécutions de prisonniers politiques et le massacre de manifestants.
- Et poursuivre en justice les dirigeants du régime pour crimes contre l'humanité et génocide.